

Les écoles de production, un vivier d'ouvriers que s'arrachent les PME

- L'Etat veut doubler le nombre de ces établissements qui forment dès 15 ans aux métiers industriels en tension.
- Reportage à La Giraudière, près de Lyon, une des plus anciennes écoles, qui travaille avec des entreprises locales.

FORMATION

Marion Kindermans
@MaKindermans

Dans l'atelier de métallerie, une quinzaine de jeunes, polo noir au logo de « La Giraudière », s'activent pour terminer les garde-corps et grilles pour fenêtres qui doivent être livrés le soir même à une entreprise du coin. Dans le brouhaha des machines qui poncent, percent, meulent, tronçonnent et ébavurent les plaques d'acier, le calme et la concentration des élèves sont impressionnants. Difficile d'imaginer que ces jeunes de 15 à 18 ans, « dont 35 % ont des troubles sévères de l'apprentissage (dys) », sont d'anciens chahuteurs du fond de la classe.

La Giraudière, une des plus vieilles écoles de production de France, située en pleine campagne, à Brucieu, à 50 kilomètres de Lyon, s'attelle à leur dessiner un avenir. Avec les deux autres ateliers, qui sont dédiés au travail du bois (charpentes, meubles, ...), l'établissement installé dans une ancienne usine de tissage sur 12 000 mètres carrés de terrain accueille au total 128 jeunes. Comme les 41 autres écoles de production disséminées dans toute la France, cet établissement privé d'enseignement technique reconnu par l'Etat prépare des jeunes à partir de 15 ans aux CAP ou bac pro, puis s'ils le souhaitent leur propose une année en alternance.

L'idée est de capter une partie des 90 000 décrocheurs scolaires en France. « 50 à 65 % de nos élèves vont même jusqu'au BTS », se félicite Anatole Dovy, directeur de l'école, ex-entraîneur de foot de jeunes, qui la carrière de trente ans aux Messageries lyonnaises de presse ne prédestinait a priori en rien à prendre les rênes de cette maison.

A mi-chemin entre centre d'apprentissage et lycée professionnel, ces écoles hybrides préparent à des métiers en tension en majorité dans l'industrie. Mais ici, c'est

« Mes élèves ont 4 à 5 propositions d'embauche chacun quand ils sortent, on se les arrache. »

RAPHAËL SOLY
Responsable de l'atelier
métallerie à La Giraudière



L'établissement de « La Giraudière », installé dans une ancienne usine de tissage sur 12 000 mètres carrés de terrain, accueille au total 128 jeunes. Photo Fabrice Lung

l'entreprise qui vient à eux. Ils ne sortent pas de l'école pour éviter les vacheries inutiles et mieux les encadrer. « Je ne voulais pas travailler dans un bureau mais plutôt de mes mains ; je vais même plus loin car je fabrique des pièces pour des entreprises », raconte fièrement Sébastien, dix-sept ans, en troisième année de métallerie. Il passe les deux tiers de la semaine en atelier, le reste en cours. Il a même déjà trouvé un employeur, les Fermetures Lardelier, qui lui ont proposé un emploi à la sortie, convaincus de son savoir-faire lorsqu'il a travaillé pour eux.

Car ici, les élèves répondent à des commandes. Pas question donc de léziner sur les délais et la qualité. « Et quand ça ne convient pas, on recommence », prévient Raphaël Soly, responsable de l'atelier métallerie. 70 % des clients de l'atelier bois sont des entreprises. Jusqu'à 85 % dans la métallerie, le reste des particuliers. Les 150 entreprises du fichier sont pour la plupart des TPE-PME locales. « Ces commandes nous rapportent 900 000 euros de chiffre d'affaires par an », compte Anatole Dovy. Mais la crise du Covid est venue stopper cet élan. Avec l'acti-

tivité économique au ralenti, le budget annuel de 2,4 millions d'euros, a limé à 35 % par la sous-traitance aux entreprises, a fondu de 11 % en 2019-2020. « Et malgré la reprise, nous sommes en recul de 2 à 3 % par rapport à une année normale », détaille le directeur.

Car, et même si cela va mieux qu'il y a dix ans, ces écoles sont fragiles. Le modèle d'affaire comme pour les autres du réseau repose d'abord (pour un bon tiers environ) sur les contrats d'entreprises, puis sur des subventions de la région, de l'Etat, et des subsides au titre de la formation pour les apprentis.

Besoins en recrutement

Créées à partir des besoins d'entreprises locales, les écoles évoluent en fonction de ces donneurs d'ordre. A La Giraudière, l'atelier mécanique d'usinage a été fermé en 2008 faute de demandes, et à la place, a été monté celui de la construction bois, secteur en plein boom. Avec la reprise post-Covid, les besoins en recrutements ont explosé. Il suffit de jeter un œil aux panneaux à l'entrée des ateliers : GT Laser, Denjean, Méta, ASMT, Serimetal, cherchent

désespérément des chaudronniers, des soudeurs, des métalliers, tandis que côté atelier bois, Design Bois, Poly BT ou Susillon affichent des dizaines de propositions de jobs de menuisiers. « Mes élèves ont de 4 à 5 propositions d'embauche chacun quand ils sortent, on se les arrache, avec des salaires de 2 000 euros au démarrage », glisse Raphaël Soly, passé chez Meta Industrie et, comme la totalité des 14 maîtres professionnels qui encadrent les jeunes, ancien élève de La Giraudière. Cela fait quinze ans que Christophe Bouette, à la tête de la petite société CMCB, à 15 kilomètres de là, fournis-

seur de décorations pour les magasins, passe commandes ici « pour des pièces les moins urgentes » reconnaît-il. Mais dans cette affaire « donnant-donnant » avec l'école, il trouve un vivier d'apprentis « plus autonomes, plus efficaces que les compagnons ».

Quant à Design Bois, 15 millions d'euros de chiffre d'affaires et 90 salariés, qui réalise des comptoirs de vente, cloisons et plafonds décoratifs pour McDo, Le Duff ou Grand Frais, six de ses collaborateurs ont été formés à La Giraudière. « Nous sommes sur des métiers en pénurie, recruter des

menuisiers devient de plus en plus compliqué », rapporte Anna Bochard, directrice générale.

La Giraudière porte ouvertes de nombreuses journées portes ouvertes pour des élèves de 3^e. Car ces jeunes il faut aller les chercher. L'industrie ne les fait pas forcément rêver. « La faute aussi au secteur qui ne se renouvelle pas... Qui peut se projeter d'être serrurier-métallier ? » grince Anatole Dovy, qui se réjouit de fait de l'arrêt du 30 mars 2021 actant de l'abandon du CAP « serrurier-métallier » pour celui, plus simple et offrant plus de perspectives, de « métallier ». ■

Bercy vise 100 écoles de production

La ministre déléguée à l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, a annoncé mardi 23 novembre la création de 34 nouveaux établissements à la suite de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé en mai, qui seront aidés financièrement par l'Etat. Ils s'ajoutent aux 42 écoles existantes dans l'Hexagone, accueillant 1 200 élèves. Un premier pas qui vise à doubler le nombre d'écoles de production, à une centaine

d'ici à 2023. Atypiques, peu connues, ces établissements, dont le premier a été créé à Lyon en 1882, sont sortis de l'ombre en 2018 grâce au programme « La France s'engage » de François Hollande. La reconnaissance par l'Etat et le financement public depuis 2020 les a consolidés. L'Etat veut former 15 000 jeunes aux métiers de l'industrie en deux ans pour répondre aux problèmes de recrutement dans la filière.

Opération séduction de l'industrie pour attirer les jeunes

Avec la Semaine de l'industrie, qui s'est tenue du 22 au 28 novembre, le secteur veut surfer sur la vague de réindustrialisation post-Covid pour attirer les jeunes vers les 70 000 emplois non pourvus.

Une dixième édition de la reconquête. La Semaine de l'industrie, qui a eu lieu du 22 au 28 novembre, était placée sous le signe de « l'avenir durable », après l'édition annulée l'an dernier pour cause de pandémie. Usine du futur, transition écologique, féminisation des métiers... des milliers d'événements en France

visent à renforcer l'attractivité du secteur, et surtout faire rêver les jeunes. Car il s'agit de combler les 70 000 postes recherchés par les industriels qui n'arrivent pas à recruter. Pour marquer le coup, une campagne de communication, réalisée par Bercy avec Snapchat, a vu des « stories » destinées à « démontrer les clichés » diffusées sur le réseau social le plus utilisé par les 13-18 ans. Et pour enfoncer le clou, à peine cinq mois après la précédente campagne « Fier de faire » qui cibait les jeunes sur les réseaux sociaux (TikTok, Twitch, WhatsApp...), l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) planche avec l'ensemble des branches (chimie,

agroalimentaire, etc.) sur une nouvelle campagne de communication à grande échelle. « Nous sommes à un moment charnière, il faut qu'on accélère et il faut le faire auprès du grand public », lance Hubert Mongon, délégué général de l'UIMM, les métiers de la métallurgie représentant à eux seuls la moitié des postes à pourvoir dans l'industrie.

Ces jeunes, les professionnels de la métallurgie sont aussi allés les chercher à l'occasion du French Fab Tour réalisé avec Bpifrance. Sous l'égide du coq bleu, symbole choisi, 13 étapes se sont déroulées en un mois jusqu'au 21 octobre dans les villes sur le passage des villages,

Simulacres, visite d'usines en 3D, et accent mis sur les nouvelles technologies et l'usine du futur... là aussi, il s'agit de dépeupiller l'image surannée de l'usine. Face à la reprise, les besoins sont énormes. Aux métiers traditionnellement en tension sont venus s'ajouter ceux émergeant mais dopés par la crise sanitaire liés à la transition écologique et au numérique.

Guide du mentorat

« Nous avons depuis 2018 enregistré de nouveaux besoins en emplois dans l'industrie, puis brusquement la crise sanitaire a gelé les recrutements. Depuis début 2021, nous subissons un à-coup très fort avec un redémarrage massif », décrypte Hubert Mongon, qui évoque cependant des situations contrastées de reprise dans le secteur.

Lors de son dernier comité exécutif le 17 novembre, le Conseil national de l'Industrie (CNI), qui réunit les fédérations professionnelles et les organisations syndicales, a acté la publication d'un guide du mentorat dans l'industrie, qui permet l'accompagnement d'un jeune de moins de 30 ans par une personne plus expérimentée.

L'UIMM mise aussi sur sa nouvelle convention collective, en négociation depuis 2016 et qui doit aboutir à la fin décembre, pour redorer l'image des métiers de la métallur-

gie. « Nos textes conventionnels étaient souvent dépassés au regard des enjeux de l'industrie, certains datent de l'époque où l'on fabriquait des 4L », glisse Hubert Mongon, qui évoque « une convention qui intègre la transformation actuelle du travail ». Ce n'est pas l'avis de la CGT qui a manifesté contre le texte le 25 novembre. « Si le dispositif conventionnel de l'UIMM se met en œuvre, le choc va être rude pour les salariés des très petites entreprises et des PME qui dépendent uniquement de la convention collective », indiquait ainsi le 9 novembre aux « Echos » Stéphane Flégeau, secrétaire général adjoint de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT. — M. K.